



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 09, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Haïti est entré dans une crise d'autorité duale critique dans les 48 heures suivant la dissolution du CPT le 7 février. Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé détient le pouvoir exécutif avec le soutien explicite des États-Unis et de la France, mais un Collège Présidentiel rival dirigé en partie par d'anciens membres du CPT sanctionnés par les États-Unis a publié son premier communiqué officiel établissant des structures de gouvernance parallèles. Les États-Unis ont autorisé un financement militaire historique pour les Forces Armées d'Haïti marquant le premier financement de ce type depuis les années 1990. La France a formellement approuvé la transition tandis que trois navires de guerre américains restent déployés au large de Port-au-Prince. La PNH a lancé la formation de 1 200 nouvelles recrues dans le cadre du programme P4000+. Cette fenêtre de 48 heures a produit l'instabilité de gouvernance la plus importante depuis l'accord politique d'avril 2024.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le Collège Présidentiel rival a publié un premier communiqué créant deux commissions défiant l'autorité du PM Fils-Aimé malgré l'absence de reconnaissance américaine.

Le Congrès américain a autorisé jusqu'à 5 millions de dollars de financement militaire pour les FAd'H via le Programme de financement militaire étranger premier financement de ce type depuis les années 1990.

La France a officiellement approuvé la transition ordonnée vers le gouvernement Fils-Aimé et a promis un soutien continu pour le déploiement de la GSF et les opérations de sécurité.

La 36e promotion de la PNH a commencé la formation avec 1 200 recrues dont 239 femmes représentant une expansion de 40 pour cent de la force sur 16 mois.

Les vols de déportation américains se poursuivent avec 268 Haïtiens rapatriés à Cap-Haïtien entre le 5 et le 7 février suite à la résiliation du TPS effective le 3 février.

DÉVELOPPEMENT 1

L'émergence d'une structure de gouvernance parallèle représente la crise politique la plus aiguë depuis l'accord d'avril 2024. Le 9 février 2026, le Collège Présidentiel de la République autoproclamé a publié son premier communiqué officiel désigné CPR-001 annonçant la création de deux commissions institutionnelles et affirmant l'autorité exécutive en concurrence directe avec le Premier ministre Fils-Aimé. Le communiqué a reconnu la résolution du 3 février issue des sessions de dialogue inter-haïtien tenues à l'Hôtel Montana définissant une structure de gouvernance bicéphale combinant le Collège avec le Premier ministre mais a noté une forte polarisation sociale et a reconnu la nécessité d'élargir le consensus politique au-delà des participants actuels.

Le Collège a établi une Commission de Communication pour la liaison avec la population et les acteurs politiques ainsi qu'une Commission d'Accord Politique chargée de rédiger un programme de transition de 15 mois axé sur la gouvernance la sécurité les retours de PDI et les élections. La coordination des deux commissions a été confiée à Me Alexandre Joseph Dieunor un major retraité des FAd'H. Le Collège est issu des sessions de délibération du 1er au 3 février initiées par trois membres du CPT Leslie Voltaire Edgard Leblanc Fils et Louis Gérald Gilles les deux derniers étant sous sanctions américaines. La structure proposée prévoit un représentant de l'ancien CPT un représentant de la Cour de Cassation et un représentant de la société civile.

Le PM Fils-Aimé a prononcé un discours national le 7 février décrivant les priorités de sécurité les engagements électoraux et un plan humanitaire d'urgence tout en étant flanqué de responsables de la police et de l'armée signalant le soutien du secteur de la sécurité. Il s'est engagé à traquer les chefs de gangs à reprendre les territoires occupés à organiser des élections libres et à unir tous les secteurs autour d'un Pacte Républicain avec une feuille de route de Sécurité Élections Reprise Économique. La France a publié une déclaration formelle le 9 février saluant le transfert ordonné du pouvoir exécutif et appelant tous les acteurs à travailler avec les autorités intérimaires vers la stabilité et les élections. Les États-Unis avaient précédemment approuvé Fils-Aimé et sanctionné cinq membres du CPT dont deux initiateurs du Collège.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'accord politique du 3 avril 2024 a établi le CPT comme organe exécutif transitoire avec un mandat expirant le 7 février 2026. L'accord n'autorisait pas de structures de gouvernance successeurs au-delà du transfert au Conseil des Ministres sous le Premier ministre créant un vide constitutionnel que les factions politiques rivales ont cherché à combler par des cadres institutionnels concurrents.

POINTS DE DISCUSSION

Le scénario d'autorité duale crée une instabilité de gouvernance immédiate avec deux structures exécutives concurrentes revendiquant la légitimité.

Le Collège inclut des membres sanctionnés par les États-Unis rendant la reconnaissance internationale hautement improbable dans les conditions actuelles.

Fils-Aimé détient le soutien des États-Unis de la France et des forces de sécurité mais manque de légitimité constitutionnelle ou de supervision législative.

Les sessions de dialogue du 1er au 3 février décrites comme marquées par de vives contestations avec des acteurs politiques dénonçant le processus comme une perte de temps.

La reconnaissance par le Collège de la polarisation et du besoin d'un consensus plus large révèle une reconnaissance interne d'une base politique faible.

La question critique est de savoir si le Collège peut attirer un soutien plus large ou sera

marginalisé par la communauté internationale.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les parties prenantes internationales devraient publier des déclarations coordonnées clarifiant quelle structure de gouvernance reçoit la reconnaissance pour prévenir une crise de légitimité d'autorité duale.

Surveiller l'arrêté officiel du gouvernement Fils-Aimé établissant la base juridique de l'autorité post-CPT et comparer avec le cadre proposé par le Collège.

Suivre les annonces de composition des deux commissions du Collège pour évaluer la construction de coalition politique et la capacité institutionnelle.

Le secteur privé devrait maintenir la continuité opérationnelle tout en surveillant la divergence politique entre les structures concurrentes.

Les acteurs humanitaires doivent établir des canaux de communication clairs avec l'autorité reconnue pour assurer la coordination de la réponse d'urgence.

Les organisations de la diaspora devraient faire pression pour une structure de gouvernance unifiée afin de prévenir la fragmentation du processus électoral.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 2

Les États-Unis ont autorisé le financement militaire pour les Forces Armées d'Haïti pour la première fois depuis les années 1990 marquant un changement historique dans la coopération de sécurité. L'autorisation du Congrès est venue par le H.R. 7148 la loi de crédits consolidés pour l'année fiscale 2026 signée par le Président Trump le 3 février 2026. La législation prévoit jusqu'à 5 millions de dollars via le Programme de financement militaire étranger et les Opérations de maintien de la paix pour l'achat d'équipements et de services de défense pour les Gardes-côtes haïtiens en vertu de la Loi sur le contrôle des exportations d'armes plus une assistance non létale et un soutien opérationnel pour les FAd'H sous réserve de consultation du Congrès.

Le Ministre de la Défense Jean-Michel Moïse a décrit le financement comme ouvrant la voie à un partenariat militaire durable notant que les FAd'H n'avaient jamais auparavant reçu d'aide militaire américaine. Les attachés de défense de l'Ambassade américaine ont récemment rencontré Moïse pour consolider les efforts conjoints. L'autorisation de financement coïncide avec les avertissements des Gardes-côtes américains selon lesquels les ports haïtiens ne respectent pas

les normes du Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires avec un calendrier de conformité d'inspection de 90 jours imposé en novembre 2025 créant des sanctions potentielles sur les opérations portuaires d'ici environ février-mars 2026.

Le financement militaire s'accompagne d'une présence navale américaine continue dans le cadre de l'Opération Southern Spear avec trois navires de guerre déployés dans la Baie de Port-au-Prince. L'USS Stockdale un destroyer lance-missiles de classe Arleigh Burke plus les cutters des Gardes-côtes Stone et Diligence restent en position. Defense One a confirmé que les navires sont arrivés dans le cadre de l'Opération Southern Spear et leurs images ont largement circulé sur les médias sociaux le 3 février provoquant une réaction généralisée. Les États-Unis ont mené 37 frappes mortelles sur des bateaux présumés de trafic de drogue dans les eaux des Caraïbes et du Pacifique Est depuis le début de l'opération. L'analyste du Groupe de crise international Diego Da Rin a évalué que la présence navale fournit la dernière preuve de la volonté de Washington d'utiliser la menace de la force pour façonner la politique dans l'hémisphère occidental.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les États-Unis ont suspendu l'assistance militaire à Haïti dans les années 1990 suite à l'instabilité politique et aux préoccupations relatives aux droits de l'homme. Les FAd'H ont été dissoutes en 1995 et reconstituées en 2017 mais sont restées exclues des programmes de financement militaire américains jusqu'à cette autorisation représentant un renversement de politique de trois décennies.

POINTS DE DISCUSSION

Le premier financement militaire américain pour les FAd'H depuis les années 1990 représente un changement de politique majeur et un engagement de partenariat de sécurité à long terme.

L'autorisation de cinq millions de dollars répartie entre le Programme de financement militaire étranger et les Opérations de maintien de la paix avec surveillance du Congrès.

Le financement est limité à l'équipement des Gardes-côtes haïtiens en vertu de la Loi sur le contrôle des exportations d'armes plus l'assistance non létale aux FAd'H.

L'autorisation coïncide avec les avertissements de conformité de sécurité portuaire des USCG créant une perturbation commerciale potentielle si les normes ne sont pas respectées d'ici mars 2026.

Trois navires de guerre américains restent déployés au large de Port-au-Prince dans le cadre de l'Opération Southern Spear avec 37 frappes sur les narcotiques menées régionalement.

L'analyse du GCI qualifie la présence navale de diplomatie de la canonnière pour façonner les résultats politiques dans l'hémisphère occidental.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les parties prenantes du secteur de la défense devraient suivre le processus de consultation du Congrès pour l'assistance aux FAd'H afin d'identifier les limitations de portée et les exigences de surveillance.

Les opérateurs portuaires doivent accélérer les mesures de conformité au Code ISPS pour éviter les sanctions sur les opérations commerciales maritimes d'ici la date limite de mars 2026.

Les partenaires internationaux devraient coordonner avec les États-Unis sur le renforcement des capacités des FAd'H pour éviter la duplication et assurer les normes professionnelles.

Les unités de renseignement commercial devraient évaluer les implications des capacités renforcées des gardes-côtes pour la sécurité du transport maritime commercial.

La société civile devrait surveiller la mise en œuvre de l'assistance non létale pour assurer la responsabilité et la conformité aux droits de l'homme.



Le gouvernement haïtien doit publier des rapports de transparence sur l'utilisation du financement militaire pour maintenir la confiance des donateurs internationaux.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

La Police Nationale d'Haïti a lancé la formation de sa 36e promotion de 1 200 recrues dont 239 femmes le 8 février à l'École Nationale de Police à Pétion-Ville représentant l'expansion de force la plus agressive de l'histoire récente. La cohorte est la deuxième dans le cadre du programme P4000+ qui vise à former 4 000 nouveaux officiers entre 2026 et début 2027 avec le soutien du Bureau américain des narcotiques et de l'application de la loi du Canada et de la BINUH. La 35e promotion précédente désignée Aurore a diplômé 877 officiers le 23 janvier 2026. Le Premier ministre Fils-Aimé a décrit P4000 comme une réponse stratégique à l'urgence de sécurité nationale.

Le recrutement se produit alors que la PNH intensifie les opérations anti-gangs suite aux frappes de drones de janvier 2026 contre les propriétés de Jimmy Barbecue Chérizier à Delmas 6 Port-au-Prince. L'opération a impliqué la PNH les FAd'H des éléments de la GSF la force opérationnelle du PM et une entreprise militaire privée détruisant trois maisons et délogeant prétendument Chérizier de son bastion selon le rapport du Monde du 7 février. Le statut et

l'emplacement actuels de Chérizier restent non confirmés. Les États-Unis maintiennent une récompense de 5 millions de dollars pour des informations menant à sa capture. Le Nouvelliste a rapporté le 6 février qu'une source bien placée a résumé la posture opérationnelle des forces de sécurité en un mot intensifier suggérant des opérations agressives continues à Port-au-Prince et s'étendant potentiellement à l'Artibonite.

Les améliorations d'infrastructure accompagnent l'expansion de la force. HaitiLibre a rapporté le 9 février la réouverture du sous-commissariat du carrefour de l'Aéroport de Port-au-Prince améliorant la couverture de sécurité autour de l'Aéroport Toussaint Louverture. Des progrès de construction ont été rapportés sur un nouveau commissariat départemental des Nippes à Miragoâne soutenu par le PNUD et le Japon. La promotion de 1 200 recrues représente environ 40 pour cent d'expansion de la force sur 16 mois lorsqu'elle est combinée avec les diplômés précédents créant une augmentation significative de la capacité opérationnelle mais nécessitant une qualité de formation soutenue et une capacité d'absorption institutionnelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

La PNH a lutté avec des effectifs chroniquement insuffisants et des pénuries d'équipement tout en faisant face à un contrôle territorial des gangs sans précédent. Les efforts de recrutement précédents ont réalisé des gains modestes mais le programme P4000+ représente la première tentative systématique d'atteindre une expansion rapide de la force correspondant à l'ampleur de l'urgence de sécurité.

POINTS DE DISCUSSION

1 200 recrues dans la 36e promotion représente la plus grande cohorte unique de l'histoire récente de la PNH avec 239 femmes représentant 19,9 pour cent.

Le programme P4000+ cible 4 000 nouveaux officiers d'ici début 2027 représentant 40 pour cent d'expansion de la force si pleinement mis en œuvre.

La formation soutenue par l'INL américain le Canada et la BINUH indiquant un engagement international soutenu au renforcement des capacités de la PNH.

L'expansion coïncide avec la posture opérationnelle intensifier contre les gangs suite aux frappes de drones de janvier sur les propriétés de Barbecue.

Les améliorations d'infrastructure au carrefour de l'Aéroport et aux Nippes signalent un développement institutionnel au-delà de l'expansion du personnel.

Le succès dépend de la qualité de la formation de l'absorption institutionnelle et de la capacité à prévenir l'infiltration de corruption des nouvelles recrues.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les partenaires internationaux devraient assurer que les normes de qualité de formation sont maintenues malgré le rythme de recrutement accéléré par des moniteurs intégrés.

La direction de la PNH doit établir des plans de déploiement clairs pour les promotions diplômées afin de prévenir les goulots d'étranglement institutionnels et assurer la préparation opérationnelle.

Les parties prenantes de la sécurité devraient suivre l'emplacement et le statut de Barbecue comme indicateur de l'efficacité opérationnelle suite aux frappes de janvier.

Le secteur privé devrait anticiper des améliorations de la couverture de sécurité dans les zones ciblées mais planifier pour un contrôle territorial des gangs continu dans les zones non traitées.

Les acteurs humanitaires doivent se préparer à des événements de déplacement potentiels si l'intensification s'étend à l'Artibonite et à d'autres régions contrôlées par les gangs.

La société civile devrait surveiller les processus de vérification du recrutement pour prévenir l'infiltration des gangs et maintenir les normes professionnelles.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4

La France a publié une approbation formelle de la transition post-CPT d'Haïti le 9 février 2026 devenant la deuxième grande puissance occidentale après les États-Unis à reconnaître l'autorité du Premier ministre Fils-Aimé. La déclaration du Ministère français des Affaires étrangères a reconnu la fin du mandat du CPT conformément à l'accord politique du 3 avril 2024 et a salué le transfert ordonné du pouvoir exécutif par Laurent Saint-Cyr au Conseil des Ministres. La France a encouragé le gouvernement à augmenter les capacités de la PNH et des FAd'H et à intensifier les opérations anti-gangs notamment en mobilisant l'appareil judiciaire haïtien. La déclaration a promis un soutien continu aux forces de sécurité haïtiennes et au déploiement de la Force de sécurité mondiale en vertu de la RCSNU 2793.

L'approbation arrive alors que les calendriers de déploiement de la GSF se cristallisent. Le Représentant spécial Jack Christofides assume son poste en Haïti en février 2026 avec les premiers contingents de la GSF attendus en avril 2026 et l'achèvement du déploiement complet d'ici octobre 2026. La force maintient un plafond de personnel autorisé de 5 550 avec un financement initial d'un an approuvé par le Groupe permanent de partenaires. Un écart de capacité critique existe entre le retrait de la MSS du Kenya annoncé le 7 février et la pleine capacité opérationnelle de la GSF en octobre créant une fenêtre de vulnérabilité de six à huit mois pendant laquelle la capacité de sécurité sera en transition.

L'accélération des opérations de déportation américaines aggrave les pressions humanitaires. Les États-Unis ont rapatrié 132 Haïtiens à Cap-Haïtien le 5 février suivis de 136 expulsés supplémentaires le 7 février y compris des détenteurs de TPS et de cartes vertes avec enfants. Le TPS d'Haïti a été résilié avec effet au 3 février 2026 plaçant plus de 350 000 ressortissants haïtiens à risque malgré l'avis actif de niveau 4 Ne pas voyager du Département d'État. La Secrétaire du DHS Noem a conclu qu'Haïti ne répond plus aux exigences statutaires pour le TPS. Les expulsés arrivent dans un pays où 90 pour cent de la capitale reste sous contrôle des gangs 5,7 millions sont confrontés à l'insécurité alimentaire et 1,4 million sont déplacés internes.



CONTEXTE HISTORIQUE

La France a maintenu le contrôle colonial sur Haïti jusqu'en 1804 et a ensuite imposé une dette d'indemnité massive qui a façonné la trajectoire économique d'Haïti. L'engagement français contemporain se concentre sur la coopération de sécurité l'assistance humanitaire et la coordination diplomatique avec la communauté internationale sur le soutien à la transition.

POINTS DE DISCUSSION

La France devient la deuxième grande puissance occidentale après les États-Unis à approuver formellement le gouvernement Fils-Aimé suite à la dissolution du CPT.

La déclaration française appelle explicitement à mobiliser l'appareil judiciaire contre les partisans des gangs signalant une attente de responsabilité juridique au-delà des opérations militaires.

Le calendrier de déploiement de la GSF montre les premiers contingents en avril 2026 et le déploiement complet en octobre 2026 créant un écart de capacité de six à huit mois.

Le retrait de la MSS du Kenya et l'arrivée de la GSF ne sont pas synchronisés créant une fenêtre de vulnérabilité pendant la période de transition.

268 Haïtiens déportés du 5 au 7 février dans un environnement de crise avec 90 pour cent de contrôle des gangs de la capitale et 5,7 millions d'insécurité alimentaire.

La résiliation du TPS effective le 3 février place 350 000 plus à risque malgré l'avis actif de niveau 4 Ne pas voyager du Département d'État.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La communauté internationale devrait accélérer la génération de forces de la GSF pour minimiser l'écart de capacité entre le retrait du Kenya et le déploiement complet.

La BINUH doit servir de nud de coordination clé entre la GSF la PNH et les partenaires internationaux pendant la période de sécurité transitoire.

Les organisations humanitaires devraient établir des protocoles d'accueil pour les expulsés arrivant à Cap-Haïtien afin de prévenir la détresse aiguë.

Les groupes de défense de la diaspora devraient documenter les impacts de la résiliation du TPS

et les incidents de déportation pour faire pression sur l'administration américaine.
Le secteur privé devrait évaluer les impacts sur la main-d'uvre des déportations accélérées particulièrement dans les départements du nord recevant les vols.
Les canaux diplomatiques français devraient clarifier les attentes de mobilisation judiciaire et fournir une assistance technique pour les poursuites anti-corruption.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Surveiller les réactions des États-Unis de la CARICOM ou de l'OEA au communiqué CPR-001 du Collège Présidentiel pour déterminer la trajectoire de reconnaissance internationale. Un arrêté officiel du gouvernement Fils-Aimé établissant la base juridique de l'autorité post-CPT est attendu avec un contenu définissant le cadre du pouvoir exécutif. Les opérations de sécurité sont susceptibles de s'intensifier selon les rapports du Nouvelliste avec un potentiel de victimes civiles d'événements de déplacement et de confirmation de l'emplacement de Barbecue. Des vols de déportation américains supplémentaires vers Cap-Haïtien sont probables suivant le modèle établi avec une surveillance de la réaction publique essentielle.

CETTE SEMAINE

L'assomption formelle du poste du Représentant spécial de la GSF Jack Christofides en Haïti avec les premières déclarations publiques et les réunions de coordination indiquant le calendrier opérationnel. La date limite de conformité de l'inspection portuaire des USCG approche avec des restrictions commerciales potentielles si les normes du Code ISPS ne sont pas respectées d'ici mars 2026. L'application par l'ULCC de la déclaration de patrimoine pour les membres sortants du CPT avec publication révélant la responsabilité financière. Les annonces de composition des commissions du Collège Présidentiel indiquant la force de la coalition politique et la viabilité institutionnelle. Les forces de sécurité peuvent étendre les opérations au-delà de Port-au-Prince vers l'Artibonite selon les signaux d'intensification.

HORIZON STRATÉGIQUE

Les premiers contingents de la GSF arrivent en avril 2026 créant une augmentation initiale de

capacité mais le déploiement complet retardé jusqu'en octobre 2026. Le calendrier de retrait de la MSS du Kenya n'est pas clair créant un risque d'écart de sécurité s'il n'est pas coordonné avec le renforcement de la GSF. Le calendrier électoral montre le début de la période de campagne le 19 mai 2026 avec le premier tour le 30 août 2026 mais les structures de gouvernance concurrentes créent une incertitude sur quelle autorité supervise le processus. L'appel à la mobilisation judiciaire de la France peut déclencher des poursuites contre les partisans des gangs et les responsables corrompus modifiant le paysage politique. La mise en uvre du financement militaire américain pour les FAd'H établira un précédent de partenariat affectant l'architecture de coopération de sécurité à long terme.

SOURCES PRIMAIRES

Bureau de communication du gouvernement d'Haïti Texte complet du discours national du PM Fils-Aimé 7 février 2026
Ministère français des Affaires étrangères Déclaration officielle sur la fin du CPT et la transition 9 février 2026
Vant Bèf Info Communiqué CPR-001 du Collège Présidentiel 9 février 2026
Le National Proposition du triumvirat du dialogue inter-haïtien 3 février 2026
Le Nouvelliste Couverture ULCC FAd'H dialogue et Saint-Cyr 9 février 2026
Le Nouvelliste Édition anglaise Financement militaire américain pour les FAd'H 6 février 2026
GPL Media Libre Rapport détaillé sur le financement des FAd'H 7 février 2026
Vant Bèf Info Détails de la 36e promotion de la PNH 1 200 recrues 8 février 2026
HaitiLibre Résumé des titres quotidiens 8-9 février 2026
FANM YO DESIDE Déclaration sur les exigences de parité 7-8 février 2026
Reuters Dissolution du CPT et limbes politiques 7 février 2026
Le Monde Passation du CPT et 6 000 tués en 2025 7 février 2026
Dominican Today Calendrier de déploiement de la GSF en avril 22 janvier 2026
Defense One Navires de guerre au large d'Haïti et 37e frappe anti-narcotiques 9 février 2026
Groupe de crise international Analyse de la diplomatie de la canonnière 5 février 2026
Le Nouvelliste 132 expulsés à Cap-Haïtien 5 février 2026
WLRN Résiliation du TPS effective le 3 février 2026 25 novembre 2025
USCRI Alarme TPS 350 000 à risque 11 décembre 2025
HaitiLibre Graduation de la 35e promotion de la PNH 877 officiers 23 janvier 2026